

CESAR

Société Anonyme au capital social de 8 631 542,40 €
Siège social :
Zone Industrielle Clos Bonnet, 154, boulevard Jean Moulin
49400 SAUMUR

RCS Angers 381 178 797
Siret : 381 178 797 00027

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 24 SEPTEMBRE 2019 Sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2019

Mesdames, Messieurs, Chers Actionnaires,

Nous vous avons réunis ce jour en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle en conformité de la loi et de nos statuts pour :

- √ Vous présenter notre rapport sur la situation de la société, sur son activité et celle de ses filiales au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, soit du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2019,
- √ Vous rendre compte de notre gestion,
- √ Soumettre à votre approbation :
 - les comptes de cet exercice,
 - les propositions de votre Conseil d'Administration.

Tous les actionnaires ont été régulièrement convoqués à la présente réunion dans le respect des dispositions légales et statutaires.

Le Cabinet WOLFF & Associés représenté par Monsieur Wolff ainsi que le Cabinet RSM Paris représenté par Monsieur Stéphane Marie, Commissaires aux Comptes Titulaires, ont été régulièrement convoqués dans les formes et délais légaux.

Lecture vous sera donnée de leurs différents rapports.

Nous vous précisons que tous les documents et renseignements prescrits par la Loi ont été tenus à la disposition des actionnaires, au siège social de la société, quinze jours au moins avant la date de la présente réunion.

Les comptes individuels de l'exercice 2018/2019 ont été élaborés et présentés conformément aux règles et méthodes comptables du règlement n° 2014-03 relatif au Plan Général Comptable, dans le respect des règles de prudence, de l'indépendance des exercices et de la continuité de l'exploitation.

Les conventions comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base et aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Le conseil d'administration d'arrêté des comptes sociaux s'est tenu le 17 juillet 2019.

Le management a reçu l'ensemble des comptes annuels de sa filiale.

RAPPORT D'ACTIVITE DE LA SOCIETE « CESAR »

I – SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE ET DE SES FILIALES PAR BRANCHE D'ACTIVITE (L. 232-1,II et L. 233-6 al.2 / R 225-102 al. 1).

Le chiffre d'affaires net hors taxes, réalisé au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019 est de 1 791 264 euros contre 1 965 734 euros au 31 mars 2018, soit en baisse de 8,96 %.

Il est composé de ventes de marchandises pour 1 674 619 €, et de produits d'activités annexes pour 116 645 €.

La répartition du chiffre d'affaires entre la France et l'export s'analyse ainsi :

	Exercice 2018-2019 (En €)	Exercice 2017-2018 (En €)
Ventes en France	1 674 619	1 705 854
Ventes à l'export	0	145 513
Production de biens en France	0	- 1 916
Production de biens à l'export	0	0
Prestations services en France	115 050	116 282
Prestations de services à l'export	1 595	0

♦ Pour sa filiale : la Société FESTIVEO :

Le chiffre d'affaires net hors taxes, réalisé au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019 est nul contre 92 603 € au 31 mars 2018.

L'exercice clos le 31 mars 2019 dégage une perte nette comptable de 229 € contre une perte nette comptable de 11 949 € au 31 mars 2018.

La situation nette de la société FESTIVEO reste sensiblement dégradée à raison de – 720 K€.

La participation de CESAR SA dans FESTIVEO est dépréciée à hauteur de 100%.

- DELAIS DE PAIEMENTS DES FOURNISSEURS ET DES CLIENTS (L. 441-6-1 et D. 441-4 du Code de Commerce)

Aux termes des dispositions des articles L. 441-6-1 et D. 441-4 du Code de Commerce issues respectivement de la Loi n° 2008-776 du 4 août 2008 et du Décret n° 2008-1492 du 30 décembre 2008, nous vous présentons ci-après, les informations relatives aux délais de paiement de nos fournisseurs et de nos créances clients :

Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu
(tableau prévu au I de l'article D.441-4)

	Article D.441 I.1° : Factures <i>reçues</i> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu en K€						Article D.441 I.2° : Factures <i>émises</i> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu en K€					
	0 jour <i>(indicatif)</i>	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour <i>(indicatif)</i>	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	/	13	3	0	19	/	/	78	0	0	12	/
Montant total des factures concernées TTC	/	17	4	0	19	40	/	13	0	0	-15	-2
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice TTC	/	0,99%	0,23%	0,00%	1,11%	2,33%						
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice TTC							/	0,60%	0,00%	0,00%	0,70%	-0,09%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues	0						474					
Montant total des factures exclues TTC	0						801					
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L.441-6 ou article L.443-1 du code de commerce)												
Délais de paiement de référence utilisés pour le calcul des retards de paiement	30 jours fin de mois						60 jours fin de mois					

II - RESULTAT DE L' EXERCICE ECOULE (L. 233-6 al. 2 / R. 225-102 al .1)

Pour la Société CESAR :

Les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2018 de la société CESAR font ressortir un bénéfice net comptable de **311 462,59 €** contre, pour l'exercice précédent, un bénéfice net comptable de **892 851,71 €**.

III – ANALYSE OBJECTIVE ET EXHAUSTIVE DE L'EVOLUTION DES AFFAIRES, DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE (L. 226 - 100 al. 3)

Les indicateurs financiers sont les suivants :

	2018/2019	2017/2018	2016/2017
Dettes totales / capitaux propres	Ratio négatif	Ratio négatif	Ratio négatif
Dettes totales / chiffre d'affaires	274,15 %	300,88 %	426,96 %
Emprunts et dettes financières / capitaux propres	Ratio négatif	Ratio négatif	Ratio négatif

Nous vous précisons que les capitaux propres de notre société s'élèvent à - 2 296 478 € au 31 mars 2019. Les ratios négatifs sont l'expression de la situation économique et financière.

IV- PROGRES REALISES – DIFFICULTES RENCONTREES – PAR SECTEUR D'ACTIVITE (R. 225-102 al 1)

Le recentrage de notre activité sur des nouveaux marchés et clients plus rentables s'est poursuivie au cours de l'exercice 2018/2019.

V – EVOLUTION PREVISIBLE DE LA SITUATION ET PERSPECTIVES D' AVENIR (L. 232-1-II / R. 225-102 al 1)

L'équilibre financier n'est toujours pas atteint. La signature de nouveaux contrats auprès de nouveaux clients et de nouveaux distributeurs devrait permettre de tendre vers cet équilibre en 2020.

La trésorerie est actuellement suffisante pour assumer les échéances du plan sur deux ans.

CESAR SA espère que la santé économique de ses clients s'améliore afin de faire progresser son chiffre d'affaires.

VI – ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT (L. 232-1-II)

Les coûts de développement relatifs à la conception des modèles sont intégralement passés dans les charges de l'exercice.

VII - CICE

Une mention a été inscrite dans l'annexe, aux états financiers des comptes de l'exercice 2018, précisant le montant, les principes comptables retenus en matière de comptabilisation et de présentation du CICE avec indication des impacts associés à la prise en compte du CICE.

Le crédit d'impôt compétitivité et emploi relatif à l'exercice 2018/2019 d'un montant de 24 K€ a été comptabilisé en diminution des charges de personnel.

VIII– EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DE L'EXERCICE

Plan de continuation

L'échéance 2018 du plan d'apurement du passif, tel qu'arrêté par jugement du Tribunal de Commerce de Bobigny du 27 février 2013 et arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 12 septembre 2017, a été exécutée.

La société BISCALUX a maintenu le montant de son compte courant en l'état.

Continuité d'exploitation

En conséquence du plan de continuation arrêté le 27 février 2013, les comptes de CESAR SA ont été établis selon la convention de continuité de l'exploitation. Les hypothèses de chiffre d'affaires inscrites au plan ne sont pas atteintes de même que le niveau de résultat. Des actions commerciales sont mises en œuvre actuellement pour que les engagements en matière d'activité et de résultats soient respectés.

IX– EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS POSTERIEUREMENT A LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE (L 232-1-II)

Aucun évènement n'est à signaler.

**INFORMATIONS SPECIFIQUES
COMMUNIQUEES A L'ASSEMBLEE GENERALE**

- - -

Conformément aux dispositions légales et statutaires de la société.

I - ACHAT PAR LA SOCIETE DE SES PROPRES ACTIONS

Conformément à l'article L 225-210 al. 3 du code de commerce, la société ne disposant pas de réserves suffisantes, l'assemblée n'a pas la possibilité de donner l'autorisation à la société à l'effet d'acquérir un nombre d'actions représentant jusqu'à 10 % de son capital social.

En conséquence et en conformité des dispositions de l'article L. 225-211 du Code de Commerce, aucun mouvement n'a été enregistré à ce titre au cours de l'exercice 2018-2019.

II - PARTICIPATIONS NOUVELLES AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE (L.233-6 al.1)

En conformité des dispositions de l'article L. 233-6 du Code de Commerce, nous vous précisons qu'au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018, la SA CESAR n'a pris aucune participation directe dans le capital social d'une société ayant son siège social sur le territoire Français.

Au cours de l'exercice 2018-2019, aucune participation nouvelle n'est à signaler par le biais de notre filiale.

III - DISTRIBUTION DE DIVIDENDES AU TITRE DES TROIS PRECEDENTS EXERCICES (CGI art. 243 bis)

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que la société n'a procédé à aucune distribution de dividendes au titre des trois derniers exercices sociaux.

IV - RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Il a été dressé un état financier des cinq derniers exercices sociaux, lequel a été tenu à la disposition des actionnaires, au siège social, avec tous les documents et renseignements exigés par la Loi.

V - DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT (CGI art. 223 quater)

En conformité des dispositions de l'article 223 quater du Code Général des Impôts nous vous précisons que, pour la détermination du résultat fiscal, il a été réintégré les sommes suivantes :

- au titre des amortissements excédentaires et autres amortissements non déductibles visés à l'article 39-4 du Code Général des Impôts la somme de..... Néant
- au titre de la taxe sur les voitures particulières, la somme de 229 €

VI - CONVENTIONS RELEVANT DE L'ARTICLE L. 225-38 DU CODE DE COMMERCE

1 -Conventions nouvelles intervenues au titre de l'exercice :

Aucune convention nouvelle n'est intervenue au titre de cet exercice.

2) -Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice :

2.1 – Avec la Société FESTIVEO :

Report des échéances des dettes commerciales historiques de FESTIVEO à l'encontre de CESAR

La société CESAR a accepté, en fonction de l'évolution favorable du fonds de roulement de sa fille, de reporter les échéances des dettes commerciales de FESTIVEO sans intérêts. Le montant de cette dette s'élève à 603 k€ Hors Taxes au 31-03-2019.

Cette opération a été autorisée par le conseil d'administration dans sa séance du 30 mars 2015.

Personnes concernée :

Monsieur Daniel VELASCO (du 01/04/2018 au 29/10/2018)

2.2 – Avec la Société Jean MOULIN

Bail commercial de Saumur

Conformément au plan de redressement homologué par le Président du Tribunal de commerce de Bobigny, la Sarl JEAN MOULIN a conclu un bail commercial pour une durée de trois, six, neuf années à compter du premier avril 2013.

Cette opération a été autorisée par le conseil d'administration dans sa séance du 22 Novembre 2013.

Personnes concernée :

Monsieur Daniel VELASCO (du 01/04/2018 au 29/10/2018)

2.3- Avec la Société BISCALUX

Les sommes mises à la disposition de la société CESAR par la société BISCALUX antérieurement à septembre 2011, à savoir 2 645 423 € ont fait l'objet d'une déclaration de créances dans le cadre de la procédure de redressement judiciaire. Le solde du compte-courant à la clôture de l'exercice s'élève à 2 116 338 €.

Ces conventions telles qu'elles sont énoncées dans le rapport spécial des Commissaires aux Comptes, sont soumises à votre approbation.

VII - INFORMATIONS RELATIVES A L' ACTIONNARIAT (L. 233-13)

Nous vous indiquons l'identité des personnes physiques ou morales connues au 31 mars 2019 dont, à notre connaissance, la participation dépasse les seuils légaux et statutaires :

Actionnaires	%
BISCALUX	14,51 %
Indivision de Monsieur Daniel VELASCO (depuis le 29/10/2018)	3,76 %

Les salariés ne détiennent pas de participation dans le capital social selon la définition de l'article L.225-102 du Code de Commerce.

VIII - REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX ET LISTE DE L'ENSEMBLE DE LEURS MANDATS EXERCES AU TITRE DE L'EXERCICE 2018-2019

En conformité des dispositions de l'article 116 de la Loi 2001-420 du 15 mai 2001 sur les nouvelles régulations économiques et de l'article L. 225-102-1 du Code de Commerce, la rémunération globale des mandataires sociaux au titre de l'exercice écoulé ainsi que la liste de l'ensemble de leurs mandats vous sont données ci-dessous :

Le Conseil d'administration de la SA CESAR a été composé sur l'exercice des membres suivants :

- . **Monsieur Daniel VELASCO**,
Président du Conseil d'administration,
- . **Monsieur Tanguy VELASCO**,
Administrateur,
- . **Monsieur Luc VELASCO**,
Administrateur

Conformément à l'article L. 225-51-1 du code de commerce, les administrateurs ont opté pour le cumul des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général.

Monsieur Daniel VELASCO a assumé les fonctions de Président du conseil d'administration et de Directeur Général.

Les membres du conseil d'administration n'ont pas été rémunérés sur l'exercice au titre de leur mandat ni au titre d'un contrat de travail.

Seuls les frais de déplacement du Président font l'objet d'un remboursement sur présentation de pièces justificatives.

Mandats sociaux exercés :

- Monsieur Daniel VELASCO :**
 - Président du Conseil d'Administration de la société CESAR
 - administrateur unique de la société BISCALUX (RCS Luxembourg B 153 957),
 - Président de la SAS FESTIVEO (514 298 637),

- Gérant de la Société Civile Immobilière D.V. (414 682 237)
- Gérant de la Sarl Jean MOULIN
- Gérant LUCA Saline

Monsieur Tanguy VELASCO :

- Administrateur de la société CESAR.
- Gérant de BISCARUN,
- Président de LUBISCA SAS

Monsieur Luc VELASCO :

- Administrateur de la société CESAR.
- Président de la SAS LUCA (490 360 161 Saint Denis -La Réunion)

IX- RISQUES ET INCERTITUDES -UTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS - GESTION DES RISQUES FINANCIERS (article L.225-100 al. 4,5,6 du code de commerce)

Aucun instrument financier de couverture de change n'a été mis en place.

X- ELEMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE (L. 225-100-3)

Aucune mesure n'a été prise pouvant avoir une incidence en cas d'offre publique.

XI- INFORMATIONS EN MATIERE SOCIALE

En conformité des dispositions de l'article L.225-102-1 et de son Décret d'application n° 2012-557 du 24 avril 2012 (R.225-105 Code de commerce) nous vous communiquons ci-après les informations en matière sociale :

1 - Effectifs

Au 31 mars 2019, l'effectif total de l'entreprise était de **24** salariés.

Au cours de l'exercice, il a été procédé à **0** embauche en CDD, **3** embauches en CDI (dont 2 VRP multicartes).

Il a été réalisé **0** heures supplémentaires.

Il a été procédé à **0** licenciement pour d'autre motif qu'économique, **0** licenciement pour motif économique, **0** départ en retraite volontaire, **3** Démissions (dont 1 VRP), 0 Rupture conventionnelle, **1** Fin de CDD.

L'entreprise a-t-elle menée un plan social. **NON**

2 - Organisation du temps de travail

Au 31 mars 2019, **22** salariés étaient employés à temps plein, **1** salarié à mi-temps,

0 salariée à mi-temps pour invalidité et **1** salarié à temps partiel 8.5 %

12 cadres et salariés vrp étaient au forfait, **10** salariés à 35 heures de travail, **1** salarié à 17,50 heures de travail et **1** salarié à 3 heures de travail.

3 - Rémunérations

Au 31 mars 2019, la masse salariale annuelle est de **634 725** euros dont **164 103** euros de charges sociales contre **631 840** euros dont **160 523** euros de charges sociales au 31 mars 2018.

Il n'y a pas de système d'intéressement ni de participation.

4 - Relations professionnelles et accords collectifs

Il n'y a plus de Délégation Unique du Personnel depuis le 31/12/2014 (effectif inférieur à 50).

Il n'y a pas de délégué du personnel, faute de candidat (Carence aux élections du 27/01/2015).

5 - Conditions d'hygiène et de sécurité

Il y a eu **1** accident du travail au cours de l'année 2018-2019.

6 - Formation

1,10 % de la masse salariale a été consacré à la formation professionnelle.

7 - Emploi et insertion des travailleurs handicapés

L'entreprise emploie **2** travailleurs handicapés.

8 - Œuvres sociales

Il y a un budget de **0** €

XII- INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

Notre activité ne génère aucune conséquence dommageable pouvant rejaillir sur les sources d'énergie ou sur notre environnement. Aucune information particulière n'est donc à signaler.

**PROPOSITIONS
SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

**DANS LES CONDITIONS DE QUORUM
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

I – APPROBATION DES COMPTES DE LA S.A. CESAR

Conformément à la loi, nous soumettons à votre approbation :

- le rapport de gestion établi par le Conseil d'Administration,
- le rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2019,
- les comptes, le bilan, et l'annexe dudit exercice, tels qu'ils sont présentés.

Nous vous demandons, en conséquence, d'approuver les opérations traduites par ces comptes et résumées dans ces rapports et de vous prononcer sur le quitus à donner aux dirigeants au titre de l'exercice

II - PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice clos le 31 mars 2019, soit la somme de 311 462,59 € de la façon suivante :

- La totalité du bénéfice net comptable, soit la somme de 311 462,59 €
Au crédit du poste "REPORT à NOUVEAU"
Qui figure au passif du bilan pour un montant
Débiteur de – 71 517 180,55 euros.

Si l'assemblée approuve cette proposition, le poste « REPORT à NOUVEAU » sera ainsi ramené à un montant débiteur de – 71 205 717,96 €.

III – DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que la société n'a procédé à aucune distribution de dividendes au titre des derniers exercices sociaux.

IV- CONVENTIONS REGLEMENTEES

Nous vous proposons d'approuver chacune des conventions réglementées visées à l'article L. 225-38 du Code de Commerce contenue dans le rapport spécial des Commissaires aux Comptes.

V- SITUATION DES MANDATS DES ADMINISTRATEURS

Monsieur Frédéric DELAUNAY a été nommé administrateur par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire du 17 avril 2019, en remplacement de Monsieur Daniel VELASCO, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Monsieur Frédéric DELAUNAY bénéficie d'un contrat de travail au sein de la société depuis le 20 février 2012 en qualité de Directeur Administratif et Financier.

Le mandat de chacun des trois administrateurs en fonction arrive à échéance avec l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2023.

VI- SITUATION DES MANDATS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Monsieur le Président fait observer que les mandats du Cabinet Wolff et associés, co-commissaire aux comptes titulaire et de son suppléant, Monsieur Grégory WOLFF arrivent à échéance à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2019.

Il est proposé de renouveler le mandat du Cabinet Wolff et associés en qualité de co-commissaire aux comptes titulaire.

Etant donné la forme juridique du cabinet Wolff et associés, il n'apparaît pas nécessaire de nommer un commissaire aux comptes suppléant. Il est donc proposé de ne pas renouveler le mandat de Monsieur Grégory Wolff en qualité de co-commissaire aux comptes suppléant.

VII- PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS

Néant

* *

Mesdames, Messieurs, Chers actionnaires,

Le projet des résolutions que nous soumettons à votre approbation reprend les principaux points de notre rapport et nous espérons qu'il recevra votre approbation.

Sont annexés au présent rapport :

- le tableau des résultats des cinq derniers exercices,
- le tableau des délégations en cours de validité dans le domaine des augmentations de capital,

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nature des indications	2014 / 2015	2015 / 2016	2016 / 2017	2017 / 2018	2018 / 2019
I - capital en fin d'exercice					
a) Capital social	8 626 568	8 631 542	8 631 542	8 631 542	8 631 542
b) nombre d'actions ordinaires existantes	57 510 457	57 543 616	57 543 616	2 301 744	2 301 744
II - Opérations et résultats de l'exercice					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	2 742 410	2 079 504	2 149 647	1 965 734	1 791 264
b) Résultat avant impôt, participation des salariés et dotation aux amortissements et p	(1 821 275)	(4 210 838)	(577 401)	1 446 356	(679 432)
c) Impôts sur les bénéfices	0	0	0	0	0
d) Participation des salariés due au titre de l'exercice					
e) Résultat après impôt, participation des salariés et dotation aux amortissements et p	334 166	959 173	32 823	892 851	311 463
III - Résultat par action					
a) Résultat après impôt, participation des salariés et avant dotation aux amortissemen	(0,032)	(0,073)	(0,010)	0,628	(0,295)
b) Résultat après impôt, participation des salariés et dotation aux amortissements et p	0,006	0,017	0,0006	0,3879	0,1353
c) Dividendes distribués à chaque action.					
IV - Personnel					
a) effectif moyen des salariés pendant l'exercice.	25	24	24	24	24
b) Montant de la masse salariale	576 273	520 430	493 992	471 318	470 622
c) Montant des sommes versés au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvre	202 644	182 407	173 208	160 522	164 103
sociales, etc...)					

les " résultats avant amortissements et provisions " sont obérés des moins-values liées à l'apurement des titres des sociétés ayant cessé leur activité. Ces moins-values sont couvertes par de reprises de provisions à due concurrence.

Tableau récapitulatif des délégations relatives aux augmentations de capital
En cours de validité

(Article L. 225-100 alinéa 7 du Code de Commerce)

Aucune délégation n'a été accordée par l'Assemblée Générale des actionnaires au Conseil d'Administration dans le domaine des augmentations de capital par application des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2 du Code de Commerce.